

Un collectif pour réfléchir à l'avenir du pays d'Arles

Les élus du pays d'Arles restent opposés à la fin du département et une intégration à la métropole

Ce n'est un secret pour personne, les 29 communes du pays d'Arles ne souhaitent pas intégrer la métropole", glisse Jean-Marc Martin-Teisseire, le maire de Verquière, avant de rapidement quitter la réunion des élus du pays d'Arles pour se rendre sur le feu de Mas-Blanc (notre édition d'hier). L'édile de cette commune, tout comme son voisin de Saint-Étienne-du-Grès Jean Mangion excusés, la plupart des maires du territoire avaient répondu favorablement à l'invitation du député Bernard Reynès, lundi soir à Châteaurenard.

L'objectif: valider la création d'un collectif qui réfléchira à l'avenir institutionnel du pays d'Arles, et qui jouera un rôle d'interlocuteur avec les partenaires locaux, Métropole ou département, mais aussi avec le gouvernement. "Il faut séparer cette démarche du Pôle d'équilibre territorial et rural. Le PETR c'est pour porter un projet de territoire, et le collectif c'est pour essayer de dialoguer avec tous nos partenaires", souligne Bernard Reynès. Ce collectif, pour nous, ne sera pas une instance que pour dire non, ce doit être une instance de réflexion pour être force de proposition sur l'avenir institutionnel de notre territoire."

"Prendre la décision de constituer un collectif pour écrire la copie de ce projet politique de gouvernance de notre territoire, c'est une avancée, c'est une belle page que l'on va pouvoir ouvrir", se félicite de son côté le maire d'Arles Hervé Schiavetti. Alors que le Président Emmanuel Macron a déjà mentionné la possible suppression du département des Bouches-du-Rhône et une intégration de toutes les communes à la métropole, le nouveau collectif aura pour ambition de défendre la vision du territoire des principaux concernés, à savoir les élus du territoire. Et ceux-ci se disent opposés à la voie prônée par Emmanuel Macron, y compris la dépu-



La plupart des 29 maires du pays d'Arles étaient présents à cette réunion de Châteaurenard, lundi soir.

/PHOTO N.C.-B.

"On est sûrs de ce qu'on ne veut pas, mais il faut étayer notre réflexion." B.REYNÈS

tée LREM de la circonscription d'Arles, Monica Michel, excusée hier soir. "On va essayer de réfléchir à quelle est la meilleure organisation institutionnelle", précise Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy et président de la communauté d'agglomération CCV-BA. "Aujourd'hui le collectif est aussi là pour montrer qu'il y a 29 communes, 29 maires, qui sont unis pour réclamer le maintien dans le département des Bouches-du-Rhône, appuie Lucien Limousin, le maire de Tarascon. Il faut faire en sorte que l'organisation territoriale que le

gouvernement et le Président veulent mettre en place s'inspire de ce que les 29 maires vont présenter à tous les interlocuteurs, préfet, président de Région..."

En somme, les élus du territoire veulent rester maîtres de leur destin, en proposant eux-mêmes la vision qu'ils privilégient. "Nous, on est sûrs de ce que l'on ne veut pas, insiste Bernard Reynès. Mais ce n'est pas suffisant, il faut qu'on étaye nos réflexions. Dans l'hypothèse

d'une suppression du département, qu'est-ce qu'on fait sur ce territoire? Ce sont des questions que l'on veut se poser, et on veut dialoguer, grâce à ce collectif." Et visiblement, malgré les annonces de campagne du président Macron, il serait encore temps d'agir. "Le gouvernement a annoncé lors de la conférence des territoires qu'il comptait s'appuyer sur l'avis des élus, on reprend la balle au bond et on dit que les 29 maires du terri-

toire hors métropole sont prêts à discuter, à présenter un projet de territoire propre au pays d'Arles", assure Lucien Limousin. "On doit être force de proposition", ajoute Hervé Schiavetti. Aux élus, donc, de faire leurs devoirs de vacances avant de se retrouver au sein de ce collectif en septembre. Cette nouvelle structure de travail censée "mettre du fonds dans notre réflexion" dicit Bernard Reynès, est-elle la solution miracle pour garantir l'avenir du pays d'Arles, territoire composite mais riche d'une forte identité? Si la majorité des présents semblait de cet avis, le maire de Noves, Georges Jullien, est parti sur une note discordante. "Il y en a marre du blabla, on a un PETR, qu'on le fasse avancer", a-t-il lâché en quittant la réunion.

QUI DANS CE COLLECTIF?

La composition de ce collectif d'élus du pays d'Arles n'est pas arrêtée, mais la volonté affichée et qu'en soient membres les deux parlementaires, Bernard Reynès (LR) et Monica Michel, députée macroniste que nous n'avons pas pu joindre hier, les trois présidents des intercos du territoire, le président du pays d'Arles. La ville centre, Arles, sera représentée, et certains maires feront aussi partie du collectif.

Ch.V.

Christophe VIAL